

1963, l'Iran fait sa «révolution blanche»

Ratifiée par référendum, la révolution du chah et du peuple entend moderniser l'État et l'éducation publique, réformer l'agriculture et favoriser l'émancipation des femmes. Cette «révolution blanche» s'inscrit dans un contexte géopolitique compliqué, où l'Iran est depuis 1945 au cœur des enjeux internationaux – britanniques, soviétiques et bientôt américains. **PAR YVES BOMATI**

Un contexte complexe

Mohammad Reza Pahlavi a 22 ans lorsqu'il succède, en 1941, à son père Reza Chah contraint par les forces alliées à l'abdication et à l'exil (*lire p. 42*). En trente-sept ans de règne, il tenta de dépasser une situation politique où les Iraniens étaient marginalisés et de composer avec une emprise américaine dont on dit, parfois bien hâtivement, qu'il en fut le jouet.

Peu à peu en effet, en se substituant aux Britanniques dès les années 1950, les États-Unis s'étaient rapprochés de l'Iran, attirés par sa position clé entre le golfe Persique et la mer Caspienne et bien sûr par ses richesses pétrolières, un Iran qu'ils voyaient en relais politique et économique important face à une Union soviétique communiste inquiétante. En l'espace de vingt ans (entre 1950 et 1970), ils lui avaient accordé entre 500 millions et un milliard de dollars de prêts, selon les estimations, afin d'aider à la relance de son économie. Un «cadeau empoisonné» duquel ils espéraient de copieux retours sur investissement à tous niveaux.

Face à une telle puissance qu'il risquait d'indisposer, le chah voulut cependant, dès les années 1960,

«prendre les choses en mains», quitte à «être en même temps Xerxès et Fidel Castro», selon la formule du professeur Mohammad Nassiri. Rien de plus opposées certes que ces deux figures: Xerxès I^{er}, le grand roi achéménide (519-465 av. J.-C.) rêvant à l'«empire universel» de Cyrus le Grand et Fidel Castro (1926-2016), révolutionnaire et ancien président communiste de Cuba! S'accommodant de ce paradoxe, Mohammad Reza Pahlavi ravive une utopie qu'il avait caressée dès les années 1950, en lançant sa «révolution blanche».

Une révolution en six axes

Dès le 7 octobre 1962, il en donne les prémices en promulguant un décret-loi relatif aux élections des conseils départementaux dont il change les règles en vigueur jusque-là: tout Iranien, homme comme femme, musulman ou non, est électeur, chacun pouvant en outre prêter serment sur le livre saint de son choix et non plus sur le seul Coran. C'est un coup de tonnerre voire une déclaration de guerre aux religieux les plus conservateurs, qui poussent alors Qom, la ville sainte, centre névralgique du chiisme, à réagir violemment. Un certain Ruhollah Moussavi Khomeyni,

encore titré *hodjatoleslam* (religieux chiite de rang intermédiaire), s'autorise à écrire au chah: «D'après ce qu'on dit dans la presse, on va accorder le droit de vote aux femmes. Cela inquiète les oulémas et d'autres strates de la population. Je vous prie humblement de bien vouloir donner des ordres afin que ce genre de mesures soient supprimées des programmes du gouvernement et des partis politiques. Le peuple musulman vous en sera reconnaissant.» Le chah répond en réaffirmant son respect des préceptes religieux mais en rappelant que, le monde changeant, il faut adapter les lois d'un pays aux nouveaux usages internationaux.

Pliant cependant sous d'autres pressions politiques qui craignaient les émeutes commençant à gagner les grandes villes, il finit par suspendre son décret. Il le regretta vite, pensant que cette «révolution blanche» serait la réforme majeure de son règne. Aussi, le 11 janvier 1963, accompagné de son Premier ministre, Ali Amini, il en annonce, sans sourciller devant le Congrès national des agriculteurs d'Iran, les six axes principaux, dont il ne retranche rien. En premier lieu, l'État procéderait à une redistribution des terres afin de lier plus étroitement producteurs et outils de production, une idée peut-être inspirée de la réforme agraire de Mao Zedong. En effet, à cette époque, •••



Le chah en majesté Colorisé, ce cliché de Mohammed Reza Chah sauvant la foule, après le Congrès des agriculteurs de janvier 1963, a servi de matériel de propagande pour promouvoir sa « révolution blanche ». Il a été reproduit en affiche et en forme de médaille en or.

... bien que l'agriculture iranienne fasse vivre 75 % de la population, soit 16 millions d'habitants, plus de 60 % des paysans n'étaient que les fermiers des grands propriétaires terriens qui détenaient 65 % des terres arables et 55 % des villages. Cet acte politique majeur, en abolissant la grande propriété féodale, modifierait donc en profondeur le modèle social et le quotidien du pays. Il s'accompagnerait de la mise en place de

tribunaux électifs dans les campagnes, chargés de la résolution amiable des conflits locaux qui naîtraient. Les autres mesures phares de la «révolution» concerneraient le transfert à l'État de la protection des forêts et pâturages – sorte de nationalisation des espaces naturels –, la vente de certaines entreprises d'État à des investisseurs privés, la participation des ouvriers et employés aux bénéfices de leurs entre-

prises, la réaffirmation – tant contestée par le clergé – de l'égalité entre les sexes incluant le droit de vote et d'éligibilité des femmes de plus de 20 ans. La création des armées du savoir, de l'hygiène et du développement constituerait enfin le sixième grand axe de la «révolution blanche». La population iranienne n'étant alors alphabétisée qu'à 30 % environ, on formerait rapidement des conscrits volontaires, titulaires du baccalauréat, qui pourraient s'installer dans les villages, même les plus reculés, pour créer des écoles rurales et enseigner aux enfants comme aux adultes.

Tous ces principes posés, il restait à les faire valider. On choisit alors, malgré les oppositions, de recourir au référendum, le peuple souverain devant décider de son destin. Une charte en six points est donc soumise à l'avis du peuple le 27 janvier 1963. Elle suscite l'hostilité du clergé conservateur, qui, en perdant la gestion d'une partie de ses domaines dont il tirait sa puissance financière, risquait également un affaiblissement de son influence idéologique sur le peuple, au travers de ses œuvres caritatives. Soutenue par le monde rural et les femmes, elle recueille l'immense majorité des votes : 55 987 111 pour, 4 115 contre. Même l'Union soviétique – au grand dam des États-Unis – salue l'initiative du chah et son plein succès, escomptant sans doute que ce serait un premier pas vers un socialisme à l'iranienne.

La France, un modèle pour les Pahlavi

Dans leur volonté de moderniser l'Iran, les Pahlavi perçoivent la France comme un exemple de rayonnement. Reza Chah Pahlavi s'inspire notamment de l'organisation centralisée et de la laïcité françaises pour mettre en place des réformes administratives et éducatives. Dès 1920, des officiers iraniens sont formés en France et le lycée et l'université de Téhéran se structurent sur son modèle scolaire. Dans les faits, le modèle social français inspire son fils, Mohammad Reza Chah, qui porte l'ambition d'un État tourné vers le progrès. Ses réformes sociales et économiques, comme la «révolution blanche» de 1963, sont proches de l'esprit jacobin français et comprennent la centralisation et la modernisation du pouvoir, la promotion de l'éducation publique, la prise en charge de la santé par l'État, la redistribution des terres aux paysans, ou encore l'émancipation des femmes qui obtiennent le droit de vote. Formée à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris et influencée par la politique culturelle et les institutions françaises, l'impératrice Farah place l'art et le patrimoine au cœur de la modernisation de l'Iran. Elle promeut l'accès à la culture aux enfants et aux jeunes à travers tout le pays. Francophone et francophile, elle favorise également les échanges culturels avec la France, qui demeure un repère constant pour le dernier «roi des rois» d'Iran. HILDA DEGHANI-SCHMIT



Visite impériale Le 12 octobre 1961, en France, Farah Diba Pahlavi découvre le musée du Jeu de paume en compagnie d'André Malraux, ministre de la Culture (1959-1969).

Une audace diversément perçue

Ce qui avait antécédé la proclamation de cette «révolution» continua à alimenter les discussions, aussi bien dans le peuple le moins éduqué que chez les intellectuels et les religieux. Un changement de société était à l'œuvre. N'altérerait-il pas l'identité iranienne, ses traditions millénaires, sa religion? Monarchie et révolution étaient-elles compatibles? Et que dire d'une «cohabitation entre Xerxès et Fidel Castro»?!

Au plus haut sommet de l'État, on argumente que ces changements, éléments incontournables d'une trans-



PHOTO12/PRIVATE COLLECTION

Cadeau royal Pour promouvoir sa réforme agraire de 1963, mesure phare de sa « révolution blanche », le chah distribue aux paysans des titres de propriété de terres appartenant à la Couronne, comme en témoigne cette photographie.

formation politico-socio-économique durable, ont tout intérêt à être décidés d'en haut pour éviter les bains de sang des révolutions française et bolchevique; ils s'inscrivent dans le mouvement du monde. Les opposants répliquent que c'est réduire le monde à l'Occident et à ses usages. Bref, le changement génère ses résistances féroces qui, au fil du temps, se densifient.

Ruhollah Khomeyni refait surface et rentre dans l'arène. «Je proclame, écrit-il dans deux fatwas, que la procédure référendaire et le recours à une approbation nationale sont sans valeur en islam [...]. Le pouvoir tyrannique va proclamer l'égalité des hommes et des femmes et la mettre en œuvre. Il va ainsi violer les préceptes de l'islam

et du Saint Coran. [...] Il va envoyer les jeunes filles musulmanes pures dans les casernes. Il va les envoyer dans les centres de prostitution. Les étrangers visent le Coran et le clergé.» Il en profite pour proclamer sans fard, lors de son discours du 3 mai 1963 prononcé dans l'école coranique Feyzieh de Qom, sa haine d'Israël, dont le chah serait l'agent: «Monsieur le Chah, on te dit de faire tout ça pour que l'on puisse te considérer comme un Juif et que j'ordonne que tu sois chassé de ce pays comme impie, comme scélérat, que ton sort soit ainsi réglé...» La violence extrême de ses propos outrageants conduit à son arrestation le 15 juin 1963; celle-ci génère la mobilisation de près de 5 000 émeutiers dans les grandes

villes, les 15, 16 et 17 juin. La réaction dite «noire» du pouvoir fit 75 victimes. Khomeyni fut accusé de fauteur de troubles et, surtout, de «connivence avec les puissances étrangères», le lien avec l'Égypte de Nasser, qui avait financé les émeutes, ayant été établi. Bien que la haute trahison ait été prouvée, le chah opte pour l'apaisement et l'*hodjatoleslam* regagne, libre, Qom.

On l'oublia jusqu'au 26 octobre 1964. En ce jour anniversaire du chah, il prend le prétexte de l'ingérence américaine qui avait obtenu des privilèges juridictionnels pour ses ressortissants travaillant en Iran pendant l'exercice de leurs fonctions pour pousser à de nouvelles manifestations. On l'arrête et on parle de le supprimer. •••

Quand le chah rêvait d'un Hollywood iranien



La Perse à l'américaine Le chah mise sur un cinéma à grand spectacle pour faire rayonner l'Iran à l'international. Anthony Quinn dans le film *Caravane* (1978).

Dans les années 1970, le chah Mohammad Reza Pahlavi décide de développer une industrie cinématographique. Fasciné par le rayonnement du cinéma américain, il voit dans le 7^e art un outil pour moderniser l'image de son pays et briller à l'international. Pour concrétiser ce rêve, il s'appuie sur des talents iraniens qui ont travaillé aux États-Unis, notamment pour Universal Studios et Hollywood. Ces techniciens et producteurs américano-iraniens, imprégnés des techniques occidentales mais dotés d'une culture persane, reviennent en Iran avec une vision nouvelle. Le projet phare de cette époque est une coproduction ambitieuse : le film *Caravane*, réalisé en 1978 par James Fargo, avec la star hollywoodienne Anthony Quinn. Tourné à Ispahan et dans le désert iranien, ce long-métrage incarne l'espoir d'un cinéma à grand spectacle, mêlant récit épique et esthétique soignée. Mais en 1979, avec l'avènement de la République islamique, les films sont censurés et l'industrie cinématographique devient la cible des dirigeants islamistes, qui voient dans le cinéma une influence occidentale corruptrice. Pourtant, les graines semées ne meurent pas, les cinéastes iraniens apprennent à contourner la censure. Leur travail porte ainsi l'héritage d'un Iran qui osa rêver de Hollywood. EMMANUEL RAZAVI

... Ses pairs lui confèrent alors la qualité d'ayatollah, ce qui le protège de la peine de mort – il l'obtient surtout grâce à l'ayatollah Kazem Shariatmadari [sous la République islamique, ce dernier sera arrêté, assigné à résidence et déchu de son titre d'ayatollah, ndlr]. Khomeyni part en exil en Turquie, avant de se fixer en Irak, à Najaf, une ville sainte chiite.

Les réformes du chah enflamment cependant d'autres opposants, essentiellement les Fedaiyan-e Khalq

(Fedayins du peuple), à l'idéologie marxiste-léniniste, et, à partir de 1965, les Moudjahidines du peuple iranien, suiveurs du sociologue Ali Shariati conjuguant islam et socialisme. Tous dénoncent violemment les multiples exactions, les emprisonnements, les disparitions, dont ils sont les victimes depuis la création, en 1957, de la si controversée Savak, chargée de la «sécurité nationale», ainsi que la confiscation du pouvoir par le chah, épaulé par les États-Unis.

Des résultats en demi-teinte

Mohammad Reza Pahlavi aurait bien sûr voulu que tout aille très vite à présent que la «révolution blanche» était massivement approuvée. En fait, si l'économie progresse à grands pas, la production de pétrole passant, par exemple, de 1,1 million de barils par jour en 1960 à 5 millions en 1971 et si l'argent coule sur l'empire, enrichissant toujours plus les classes supérieures, la révolution agraire et sociale entraîne des conséquences que personne n'avait prévues. La paysannerie reçut certes des parcelles mais souvent trop petites pour faire vivre une famille entière. En outre, privés des connaissances agronomiques des ingénieurs, et des semences et des tracteurs que les grands propriétaires mettaient à leur disposition auparavant, certains paysans, sans ressources ni savoirs, finissent par vendre leurs terres à vil prix. Leur migration massive vers les villes en fit gonfler la population, qui, de 1960 à 1972, passa de 31 à 41%. Et celle de Téhéran de 1,8 à près de 3 millions d'habitants. Dès lors, les problèmes sociaux s'y multiplièrent avec l'installation de bidonvilles dans les périphéries.

Affaiblissant le pouvoir des élites féodales, la réforme agraire crée donc, sans qu'on l'ait suffisamment anticipé, une nouvelle classe d'urbains «pauvres», alimentant par ricochet les tensions sociales qui sourdaient. À l'inverse, certains paysans, devenus de prospères propriétaires terriens, voulurent à leur tour peser dans la politique du nouvel Iran, une porte qui restait étroite. Quant aux jeunes intellectuels qui sortirent de leur classe sociale d'origine en acquérant des diplômes prestigieux, ils ne trouvèrent pas les postes auxquels leurs formations les destinaient, les meilleurs emplois restant réservés aux grandes familles. Le terrain était donc en partie miné malgré les progrès considérables que, par son progressisme assumé, la «révolution blanche» avait permis, notamment concernant le statut des femmes et celui des minorités religieuses. ■